

CARTE BLANCHE



GRANDE INTERVIEW AVEC HALIMA FERHAT

**« Il y a confusion
entre histoire et théologie »**

Propos recueillis
par Fadma Aït Mous & Driss Ksikes

Dernier mot
Pas d'ascenseur pour les nilingues
par Catherine Alix-Mascart

Grand entretien de Halima Ferhat

« Il y a confusion entre histoire et théologie »

Propos recueillis
Par Fadma AïT MOUS, Chercheuse,
et Driss Ksikes, Cesem-HEM

A travers les rendez-vous de l'histoire, vous avez défendu, aux côtés d'autres collègues historiens, une nouvelle manière de transmettre ce savoir aux élèves et aux enseignants. Rien n'a changé depuis. Pourquoi ?

A l'origine, le projet s'est inspiré des rencontres de Blois. Evidemment, ce n'est pas comparable : à Blois, toute la ville participe et c'est une manifestation nationale. Pour nous, le démarrage a été difficile. Ayant peu de moyens et cherchant à être pragmatiques, nous avons décidé que, pour diffuser la culture historique, il faut

Historienne, prolifique et discrète, rigoureuse et pudique, Halima Ferhat est une citoyenne qui s'insurge contre l'à-peu-près et milite pour une grande place de la culture. Dans cet entretien, nous revisitons avec elle l'histoire, sa place dans la société marocaine, celle de l'archive, l'importance de la mémoire et bien d'autres questions en lien avec le pouvoir et la violence.

s'adresser en priorité aux collégiens et aux lycéens, avec l'aide de leurs professeurs. Malheureusement, les académies n'ont pas été enthousiastes. J'ai personnellement l'impression

qu'elles ont quelque peu boycotté la manifestation ; peu de professeurs du secondaire et d'élèves ont participé... Il est vrai aussi que l'information faisait défaut. Nous avons l'impression



de tourner en rond : en effet, si l'on n'attire que les étudiants et les chercheurs, autant garder les manifestations traditionnelles, c'est-à-dire les colloques et les séminaires. Un épisode grotesque s'est produit l'année dernière à Fès. Pour faire semblant de participer, l'Académie a mobilisé de jeunes enfants qui, dépassés par ces questions d'histoire et par le décorum, ont commencé à chahuter. Il a fallu les faire partir ! Mais, depuis, la situation s'est beaucoup améliorée et nous sommes aussi devenus plus pragmatiques et peut-être moins ambitieux ! Le problème...

Justement, où réside le problème ? Est-ce qu'il y a un désintérêt par rapport à l'histoire ou une incapacité à mobiliser les gens ?

Sur un plan pratique, le manque de coordination entre les enseignements secondaire et supérieur est un désastre. La séparation des deux ministères pendant des années a créé bien des problèmes ; on a l'impression d'avoir affaire à deux mondes qui s'affrontent, alors que l'intérêt national exige qu'il y ait une harmonisation. Mais il faut aussi tenir compte du fait que la culture, de façon plus générale, ne mobilise plus les foules. Pourtant, il y a quelque chose de paradoxal : nos concitoyens sont toujours prêts à vous raconter l'histoire de leurs ancêtres, et du rôle qu'ils auraient joué. C'est un peu de l'affabulation car, rares sont ceux qui vont chercher des livres pour vérifier ou enrichir leurs informations. Les historiens traditionnels, qualifiés un peu vite de chroniqueurs, ont reproché aux Marocains de négliger l'histoire de leur pays. Je ne partage pas cet avis : la tradition orale est d'une richesse prodigieuse et chaque région possède un riche patrimoine en péril. Certes, cette histoire orale exige des méthodes qui ne sont pas celles de l'histoire traditionnelle basée sur le document écrit ou l'objet archéo-



Des fonds conséquents sont dépensés pour la «confection» des manuels scolaires mais à qui profitent ces budgets ?

logique, mais peu d'entre nous sont outillés pour cette discipline. Je dois aussi reconnaître notre responsabilité en tant qu'universitaires qui avons négligé ce que l'on appelle le «grand public» qui a besoin d'ouvrages écrits dans une langue accessible, vendus à un prix modique.. On ne peut décemment pas demander à quelqu'un qui veut simplement lire quelque chose d'intéressant sur l'histoire du Maroc d'aller s'enfermer dans une bibliothèque et de consulter des thèses dactylographiées. Il n'aurait d'ailleurs même pas le droit d'y accéder, mais c'est un autre problème.

Dans un entretien, vous avez dit que le regain d'intérêt de la part de l'Etat pour les sciences sociales, et l'histoire en particulier, date du lendemain des attentats du 16 mai. Vous avez également mis le doigt sur le monolinquisme des étudiants. Qu'est-ce qui a changé à ce niveau depuis ?

Il y a une attitude politique générale qui consiste à ne trouver la solution que dans l'urgence ; c'est-à-dire que, quand il y a une catastrophe, on se demande ce qu'il faut faire et on bricole une solution puis, la crise passée, l'intérêt retombe. Prenez comme

exemple la réforme du contenu des manuels scolaires ; les changements sont minimes, alors que c'est un point essentiel de la formation du citoyen.

Il y a des erreurs, des déformations, des fausses informations ?

Prenons l'exemple de l'enseignement de l'histoire : il y a une confusion presque totale entre l'histoire, en tant que discipline, et tarbiya islamiya. Les élèves sont incapables de distinguer ce qui relève de la théologie et ce qui est, plus modestement, historique. D'ailleurs, ils ne retiennent rien des récits, faits et anecdotes qu'on leur assène parfois sans trop de précautions, parce que c'est confus. Du coup, dans leur esprit, l'histoire n'est plus qu'un ensemble anecdotique de faits. Pourtant des budgets conséquents sont dépensés chaque année pour la «confection» des manuels scolaires et il faut parfois poser la question : à qui profitent réellement ces budgets ?

Depuis le début de l'expérience IER et même avant, le Maroc vit au rythme de la mémoire. Comment faire pour que cette masse accumulée de témoignages ait valeur d'histoire ?

Ecoutez, le débat que vous soulevez



là est vraiment, comme on dit, très tendance. C'est une entreprise très difficile et très risquée, car les événements sont trop proches. Quant à la mémoire, les Marocains n'en ont jamais manqué et je viens de vous dire que nos concitoyens adorent rappeler leurs traditions, évoquer leurs souvenirs et ceux de leurs ancêtres, quitte parfois à fabuler un peu ou à manipuler les faits. Mais n'ayons pas honte, car nous ne sommes pas les seuls, tout le monde manipule la mémoire et les exemples sont patents, et même à l'ordre du jour. Le danger, c'est que les citoyens n'ont plus les mêmes références ; le Marocain des quartiers aisés, formé dans les écoles étrangères, ne partage plus rien avec son compatriote formé à l'école publique, dans un quartier plus modeste. Ils ne partagent ni la culture, ni les jeux, ni les idéaux, ni même parfois la langue. Comment former, dans ces conditions, des citoyens qui ne rêvent pas de partir pour de nouveaux horizons. Chacun commence à charrier une mémoire différente et confuse. On peut le constater avec ce qui se publie sur le sujet à la mode, celui des Amazighs. Or, les Amazighs, c'est l'histoire du Maroc. Les dynasties amazighes n'ont pas hésité, en toute connaissance de cause, à revendiquer des généalogies arabes et à jouer un rôle déterminant dans l'arabisation du pays. Elles s'étaient montrées à la hauteur des exigences de leur époque ; et il faut être d'une extrême mauvaise foi pour prétendre séparer ce qui est arabe de ce qui est berbère dans l'identité marocaine. La question de l'enseignement des langues nationales est effectivement grave. Personnellement, j'ai été souvent handicapée dans ma recherche par mon ignorance du berbère. Une autre question est celle du «juif qui est en nous», selon la formule journalistique¹. Les livres d'histoire n'ont jamais



Le juif marocain est quand même plus proche, par sa culture, du musulman marocain que du juif qui débarque d'Odessa

ignoré cette communauté et le danger vient de l'idéologie sioniste et non d'une question religieuse. Beaucoup de Marocains continuent à regretter le départ de leurs partenaires ou voisins juifs. Le juif marocain est quand même plus proche, par sa culture, du musulman marocain que du juif qui débarque d'Odessa ou de New York et les pèlerinages dits «judéo-arabes», témoignent de l'intensité des échanges.

Ce que vous soulevez, c'est le paradoxe entre le savoir et l'émotion que suscite la mémoire...

Ce ne sont peut-être pas les mêmes catégories sociales qui manquent de mémoire ou qui en ont à revendre.

On est d'accord, mais comment faire pour que cette masse de témoignages devienne un matériel sur lequel on puisse travailler historiquement ?

Vous savez, c'est essentiellement une question de temps. Regardez la relation des Français avec la guerre d'Algérie ; il y a des masses de

documents mais peu de recherches académiques et les chercheurs restent prudents ; le temps n'a pas encore atténué les malheurs et les rancunes. Il en est de même avec l'époque de la collaboration et pourtant les faits remontent à 70 ans.

Et ce temps de latence, vous l'expliquez comment ?

N'oublions pas qu'il y a des lois qui vous empêchent d'accéder à certaines archives et puis il y a, vous en avez parlé, de l'émotion. Il faut qu'il y ait atténuation de cette émotion et qu'il y ait suffisamment de témoignages pour comparer, recouper, etc...

Nous sommes quand même dans une phase où les médias travaillent beaucoup avec cette mémoire et cette histoire trop proche, immédiate et vivante, pour dire qu'on est dans la révélation... Comment l'historien réagit-il à cette frénésie médiatique ? Les historiens sont souvent accusés d'être prudents, sinon timorés. Effectivement, la discipline exige qu'on

se pose certaines questions : a-t-on le droit, peut-on réfléchir et écrire avec l'objectivité nécessaire ? Sans oublier que, pendant des années, les chercheurs n'ont pas osé travailler sur la dynastie alaouite par exemple, parce que c'était trop risqué ; on pensait qu'on ne pouvait évoquer un roi de cette dynastie qu'en disant du bien de lui. Vous pouvez par exemple vérifier le nombre de thèses écrites sur le sujet et vous redécouvrirez qu'un personnage aussi important que Moulay Ismaïl, qui a laissé des tonnes de documents, de témoignages et de monuments a fait l'objet de très peu d'études sérieuses.

L'une des émanations de l'IER est la loi sur les archives et la création éventuelle d'un institut d'histoire contemporaine. Considérez-vous que ces instruments puissent dynamiser la recherche en histoire chez nous ?

Vous savez, ce qui va dynamiser l'histoire, ce ne sont pas seulement ces documents. C'est aussi la possibilité d'y accéder sans trop de tracas et...de coût matériel. Vous pensez aux documents sur les années de plomb, mais je généralise le problème aux documents bien plus anciens. Il faut aussi rappeler que bien des manuscrits restent dans le domaine privé et leurs propriétaires, trop méfiants, ne permettent pas leur consultation. La question de l'archive ne se réduit pas à une époque donnée mais fait partie de la notion même de l'Etat national. Exemple parmi tant d'autres: qui conserve et que deviennent les archives sur les recensements, les élections, celles des hôpitaux, des commissariats. Autrement dit, de quoi dispose un chercheur qui veut travailler sur l'évolution sanitaire, les conflits, etc. ? Prenons l'exemple de Sebta (Ceuta) : pourquoi le ministère des Affaires étrangères n'a-t-il pas rassemblé toute la documentation qui existe en Espagne et au Portugal, entre autres ? Pourquoi, chaque fois que



Les élèves ne distinguent pas ce qui relève de la théologie et ce qui est, plus modestement, historique. Ils ne retiennent rien de ce qu'on leur assène, parce que c'est confus. Du coup, dans leur esprit, l'histoire n'est plus qu'un ensemble anecdotique de faits.

se produit une crise, commence-t-on à chercher quelqu'un capable de parler de la situation, alors qu'il suffirait de créer un centre de documentation sur la question des Présides.

Dans l'un de vos entretiens, vous parlez de «nombrilisme» en lien avec l'histoire. Pensez-vous que nous puissions dépasser ce concept d'histoire identitaire ?

Je le souhaite. Mais avec la difficulté d'obtenir des visas pour les jeunes chercheurs et la rareté de bourses de recherches, j'ai des doutes. Personnellement, j'aimerais que les étudiants aillent faire des thèses sur la Bretagne ou sur le sud de l'Allemagne, mais comment voulez-vous que cela arrive, sans visas, ni bourses ? En revanche, n'importe quel Européen ou Américain peut venir avec un sujet de son choix, quitte à mesurer nos crânes. Dans la nouvelle génération d'historiens, beaucoup souhaitent travailler sur d'autres pays: ceci dit, l'histoire du Maroc offre encore des possibilités énormes.

Vous avez dirigé pendant quelques années l'Institut des études africaines. Avez-vous perçu à travers cette institution



si le Maroc a une réelle politique vis-à-vis de son continent ?

Ce qui m'a désolé dans cette expérience, qui était riche et un peu désespérante, c'est que le Maroc a infiniment d'atouts qu'il risque de gaspiller par manque de vigilance de la part du ministère des Affaires étrangères et d'ambassadeurs peu motivés. J'ai été extrêmement surpris de trouver une véritable

J'ai reçu beaucoup de plaintes d'étudiants et chercheurs subsahariens arabisants

passion du Maroc, au Mali, au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Tchad et dans bien d'autres pays. Bien des familles et tribus revendiquent des généalogies marocaines, ce qui n'est quand même pas n'importe quoi. Il s'agit de liens très forts. On a négligé les communautés marocaines qui étaient sur place et qui étaient extrêmement intégrées à Saint Louis du Sénégal, en Côte d'Ivoire, etc. Maintenant on a adopté des clichés sans se rendre compte du danger ; il est devenu courant que les Marocains insultent les Noirs. J'ai commis un petit article intitulé, «Au fait, les Marocains sont de quelle couleur ?» J'avais reçu beaucoup de plaintes d'étudiants et chercheurs subsahariens parfaitement arabisants qui s'entendaient traiter dans la rue de (azzi, louiyen, hartani). Le pire est que ceux qui profèrent ces insanités ne mesurent pas la portée de leurs actes et pensent s'amuser. Or, il s'agit de manifestations de racisme.

En tant qu'historienne du Moyen âge maghrébin, pouvez-vous définir ce qu'on entend par cette période ?

Voilà encore un grand débat de spécialistes ! Vous savez que le Moyen âge correspond à la période entre la chute de Rome et la prise de Constantinople. C'est une définition de l'Occident chrétien qui ne bouleverse pas notre propre histoire. Pour nous, l'arrivée de l'Islam est une véritable coupure, ainsi que la chute de Grenade qui marque une période de déclin. Le Moyen Age avait, en Occident, une connotation très péjorative que nous avons reprise. Mais en Europe, le terme «médiéval» a été revalorisé par l'art, la musique, la littérature, etc. Or, dans nos journaux, le terme **al qouroun al wousta** reste synonyme d'obscurantisme, alors même qu'il s'agit d'une des périodes les plus brillantes de notre histoire. Pour la périodisation, les historiens se sont accommodés de la définition occidentale, en attendant que, à l'échelle du monde arabe du moins, on trouve des solutions mieux adaptées. Reste que le Moyen âge occidental et notre Moyen âge n'ont pas le même contenu.

Cela veut dire que notre Moyen âge à nous n'est pas si moyen que ça...

C'est ça, c'était même la période la plus brillante.

Mais même en Occident, on dit que le Moyen âge n'est pas aussi noir que ça...

En Europe dès le XIX^{ème} siècle, le romantisme a récupéré les thèmes médiévaux et les a utilisés dans la musique, le théâtre et l'architecture. La culture historique ne peut se transmettre uniquement grâce à de brillants historiens universitaires qui consacrent leurs vies à écrire des thèses qui restent sur les étagères des bibliothèques ; l'histoire devient une culture quand elle inspire les artistes, les écrivains ou les chansonniers. Quand on vient me dire : «Mais pourquoi Zakia Daoud écrit-elle sur

l'histoire ?², elle n'est pas historienne!» Je réponds : «Et alors ? Chacun est libre de s'inspirer des thèmes historiques pour créer. Ne confondons pas le travail des spécialistes et celui des artistes. Chacun a le droit de puiser dans la culture pourvu qu'il ait du talent et une bonne dose d'honnêteté.

Lorsque vous écrivez, dans votre livre sur Sebta, que cette ville était la locomotive du Maroc vis-à-vis de l'Europe qui, depuis, s'est détournée de la mer Méditerranée vers le Soudan, peut-on en conclure que, pendant des siècles, le Maroc a perdu le Nord ?

Au Maroc, il y a eu une résistance acharnée autour de la Méditerranée et du détroit de Gibraltar. Terribles sont les batailles qui s'y sont déroulées et le pays s'est littéralement ruiné pour défendre le territoire. On l'oublie, mais pendant des siècles, le désir de Sebta a été une priorité. Plusieurs rois, dont Moulay Ismail et Moulay Zidane, ont consenti de grands sacrifices pour tenter de reprendre la cité ; ces entreprises ont coûté très cher sur le plan humain et financier. Non, le Maroc n'a pas perdu le Nord ; il ne faut pas oublier que la chute de Sebta a été suivie par celle de la majorité des ports du Maroc qui du coup n'avait presque plus accès à ses propres mers. Le pays a tenté de se doter d'une flotte maritime. Bien des bateaux, commandés aux Pays-Bas, ont été coulés par les Espagnols ou les Portugais. Il ne faut pas négliger qu'il y a eu des pertes en argent, en hommes, en matériaux pour résister. Le Maroc est resté arc-bouté pour résister aux agressions extérieures, ce qui explique, partiellement, sa stagnation.

L'une des constantes que l'on retrouve dans vos écrits et dont la matrice est inscrite dans Sebta, est le concept de ville. Dans *Al Moujtama3 Al 7adari wa Assulta bilmaghrib*, co-écrit avec



Abdelahad Sebti, vous évoquez la ruralisation et la tendance de la société à résister au mode de vie citadin. Dans quelle mesure cette tendance vous semble-t-elle dominante, sur la durée?

Pour le moment, elle est plus dominante que jamais, mais pour d'autres raisons. Actuellement il s'agit d'un exode rural dont les causes sont connues. Quand nous avons fait cette étude, nous avons été frappés par les changements subis par la ville de Fès, symbole de la citadinité. Gérée au Moyen Âge par les citadins, elle a ensuite été gouvernée par des responsables venus du monde rural. Il faut mettre ce phénomène en relation avec les changements survenus dans la composition de l'armée. Ce serait un anachronisme de dire que cette dernière était nationale. Mais les

changements ont été importants sous le règne de Moulay Ismail, qui a créé les contingents dits «Boukhara ou Bakhar» et cette armée de métier a été enrichie par les tribus Guich. Les grands commis de l'Etat s'y recrutaient alors.

La ruralisation actuelle est d'une autre nature. Les paysans qui viennent, s'installent dans les bidonvilles, donnent une certaine allure à la ville, un certain désordre, il faut l'avouer, mais ils restent pauvres et ne participent guère à la gestion de la cité. Un autre aspect concomitant ; au Moyen âge, le courant soufi était concentré dans les cités. A partir du XVIème siècle, la grande majorité des grands saints qui s'activent dans les cités, Fès comprise, sont des ruraux.

Il y a une constante historique selon laquelle les zaouias se renforcent lors-

que le pouvoir central faiblit. L'histoire actuelle du Maroc nous montre que le pouvoir central, quoique fort, a besoin de s'appuyer sur les zaouias pour les besoins de sa politique religieuse. Cela ne renforce-t-il pas l'orthodoxie officielle ?

D'abord, les zaouias n'ont plus la même fonction ; les zaouias actuelles rappellent certains clubs internationaux (le Rotary ?) ; elles font partie intégrante du pouvoir. Dans le passé, elles avaient quand même d'autres fonctions mais n'aspiraient pas toujours au pouvoir. Il y a bien eu une ou deux zaouias qui ont déclaré leur volonté de diriger le pays, comme la zaouia de Dila' ou celle de Ouezzane. Mais en général, elles restaient fidèles au pouvoir central ; elles veillaient au maintien de la cohésion et évitaient les fitna (les guerres civiles, les guerres

fratricides). Elles étaient aussi des centres de production, géraient la vie locale et ont joué un rôle certain dans la défense du territoire. Il est plus difficile de juger les activités des zaouias actuelles dans un contexte marqué par la crainte, supposée, du «terrorisme islamique». Les concepts, que chaque puissance manipule,

de Dieu (**Awliyâ**) au pouvoir. La dictature est quand même quelque chose d'assez récent. Je ne pense pas qu'il y ait eu chez nous une résistance à l'autoritarisme. Bien souvent, les soulèvements s'expliquaient par des pesanteurs fiscales. Mais c'étaient les candidats au pouvoir qui se battaient entre eux, plus qu'autre

les zaouias au Maghreb, que le sacré assure une forme d'équilibre, dans une société où le recours à la violence est une règle. Voulez-vous dire par là que le soufisme est un antidote nécessaire?

J'ai essayé d'étudier les biographies des personnages qui jouissaient d'une aura sacrée, et qui souvent ont été taxés d'hérésie. Le personnage investi par la population pour ses vertus, réglait bien des problèmes épineux et n'était ni une icône, ni une star. Je me suis rendu compte que, souvent, leur pratique était dénoncée et taxée de bid'a. Ces personnages luttèrent contre les violences de toutes sortes. Au Moyen Âge, ils ne recherchaient aucun pouvoir et acceptaient de se laisser condamner, au lieu de provoquer le désordre. Avec la formation des zaouias, à partir du XIII^{ème} siècle, les enjeux sont devenus autres.

On a négligé les communautés marocaines qui vivaient en Afrique et étaient extrêmement intégrées

restent confus ou ambigus (salafi, salafisme, jihad, etc.). D'où l'extrême prudence des historiens que leur métier oblige à définir les concepts avant de les utiliser. Maintenant que le pouvoir s'appuie sur les zaouias, rien de plus normal, car elles font partie de l'espace religieux.

Sans que les zaouias aient le même rôle d'équilibre social qu'auparavant...

Vous pensez à la méga-zaouia, la boutchichia ? Elle ne ressemble en rien aux zaouias que j'ai pu étudier. Elle me fait penser à une multinationale spirituelle ; elle accueille autant ou plus d'étrangers que de Marocains. Elle inspire le chanteur Abdelmalek qui ne cesse de proclamer qu'il y a trouvé le salut. Elle fonctionne bien, mais je n'ai jamais été sur place et ne saurais juger sur les rumeurs et les récits enthousiastes. Il me semble pourtant qu'elle a les faveurs de l'élite bourgeoise, contrairement à mes zaouias surannées.

L'histoire du Maroc est jonchée de moments d'autoritarisme qui occasionnent, ici et là, des résistances violentes. Considérez-vous que ce diptyque «abus de pouvoir/résistance par la violence» constitue une loi historique ?

Le pouvoir central était obligé d'associer les oulémas et les hommes

de chose. C'est l'appétit du pouvoir qui crée la violence. En terre d'islam, le problème de la succession d'un souverain n'a jamais été légalement réglé et la mort d'un roi est suivie par des luttes féroces. Les empereurs ottomans ont réglé le problème d'une manière drastique ; on tuait tous les concurrents éventuels, sauf un qu'on gardait prisonnier. Comme tous les fils du roi étaient qualifiés pour lui succéder et comme ils étaient généralement nombreux, l'emportait le candidat dont la mère appartenait à une puissante tribu. A ma connaissance, les gens ne se sont pas soulevés parce qu'il y avait un roi trop autoritaire, mais parce qu'il était injuste ou gratuitement cruel. Ce sont plus souvent les gouverneurs qui ont été accusés d'abus de pouvoir ou de mauvaise gestion. Bien sûr, je généralise, car bien des données manquent encore, mais il y a eu de nombreux cas où la population d'une région déposait le gouverneur et informait le roi qu'elle désirait le voir désigner un nouveau responsable. Bien sûr, parfois, elle avait déjà massacré le commis ! La plupart du temps, c'est la lutte des candidats pour le pouvoir qui a provoqué les guerres civiles.

Vous estimez, dans Le soufisme et

Et y-a-t-il eu un effet de contagion pour que ce pacifisme soit inscrit dans la culture de la société, ou cela reste-t-il quelque chose de confiné dans des comportements personnels?

Parmi les moteurs de l'histoire, il y a les intérêts collectifs, mais aussi individuels. Des catégories sociales menacées par des mesures d'ordre fiscal n'hésitent pas à se soulever et les cas sont nombreux. Les gens aussi sanctionnent, ils ne sont pas figés, ils peuvent provoquer des émeutes, comme ce fut le cas pour les tanneurs à Fès. Mais je reste convaincue que la population marocaine est pacifiste, même si elle est hypersensible aux injustices.

En quoi le recours aux monographies et à la littérature hagiographique nous aide-t-il vraiment à percer la quotidienneté et l'émotion des gens du passé ?

C'est simplement parce que c'est là où il y a le plus d'informations. Parmi les

sources analytiques, il y a les annales et autres histoires des dynasties qui nous parlent des actions du roi, il y a la littérature des fouqaha qui nous parle du halal et du haram et dénonce les innovations (bida'). Ceci dit, les ouvrages de bida' sont très intéressants pour étudier la société. L'hagiographie n'est pas destinée à faire l'histoire : elle raconte la vie vertueuse, sainte, pleine de miracles de personnages qui ne font pas partie des notables. Or, c'est en racontant ces miracles que les auteurs renseignent sur ce que les gens souhaitent, ce qu'ils mangent et bien d'autres détails relatifs à leur vie quotidienne. On peut aussi y trouver des informations sur les famines ou sur la situation des familles.

Et par rapport à l'étude des émotions, votre travail ne se rapproche-t-il pas finalement de celui de l'anthropologie ?

Normalement, un bon historien devrait utiliser l'anthropologie, ainsi que les travaux de psychanalyse, mais nous manquons de ces outils théoriques. On se retrouve comme si pour construire une maison, on doit être maçon, menuisier, électricien et ainsi de suite, tout est encore à faire. Les historiens ont commencé par écrire des monographies puisqu'il s'agissait d'une tâche urgente. Maintenant, au bout de trente ans, on peut passer à autre chose. Ceux qui viendront après nous pourront consulter ces monographies et aller plus loin dans la recherche sur l'histoire du Maroc.

Quand vous étiez étudiante à Paris, vous étiez engagée politiquement. Que reste-t-il de ces années d'engagement ?

Je n'ai jamais vraiment milité mais j'ai toujours été engagée pour des causes que je considère comme justes, dont la question palestinienne. Quand j'ai débarqué comme étudiante à Paris, presque tous les étudiants, quelle que soit leur nationalité, étaient de gauche,

Un bon historien devrait utiliser l'anthropologie, ainsi que les travaux de psychanalyse, mais nous manquons de ces outils théoriques.



ce qui a beaucoup changé depuis. Ce qui m'a frappée à la Sorbonne, c'est que les géographes étaient plutôt de gauche et les historiens plutôt de droite. Bien plus tard, j'ai commencé à comprendre. Les historiens, qui étudient les révolutions, mettent les données à plat et, de par leur métier, démontent les mécanismes, si bien qu'au cours de l'opération, ils perdent leur enthousiasme. Mais les massacres, les guerres et les injustices doivent être dénoncés par tout être humain qui se respecte. Je continue à penser que les hommes et les femmes doivent jouir de leurs droits et du respect. Disons que je crois aux vertus de la citoyenneté.

Quel lien faites-vous entre les saints et les mutants en science fiction ?

Il est vrai que je lisais beaucoup la science fiction et que les saints ont certains traits miraculeux : ils sont capables de voler, d'être dans deux endroits à la fois, de voir et d'entendre quelqu'un qui est à des centaines ou des milliers de kilomètres. Et les auteurs de science fiction ont doté leurs créatures mutantes des mêmes dons ! Hasard ou nécessité ?

Vous pensez donc que les gens fantasmaient ?

Votre conclusion est un peu sommaire, mais les auteurs de cette littérature hagiographique n'étaient pas des charlatans ; il s'agissait bien souvent de ...cadis. Il n'en reste pas moins que, pour étudier cette littérature, il faut recourir aussi à la psychanalyse, car ladite littérature contient un nombre impressionnant de rêves. Cet aspect ne peut être appréhendé sans formation sérieuse, sinon on tombe dans la cuistrerie. Il y a des travaux en cours en France par exemple sur les récits des rêves des religieuses, mais il faut des équipes pluridisciplinaires pour réaliser ces recherches.

Vous êtes uneoureuse du livre et de la littérature mais, au-delà de vos écrits académiques, vous n'osez pas trop vous aventurer dans le domaine de l'écriture littéraire. Est-ce de la retenue ? Est-ce par manque de disponibilité ?

Je crois que c'est un peu de paresse car, pour réaliser une œuvre littéraire, il faut refaire mille fois son texte. C'est beaucoup de sueur, comme dit l'autre. Et ce travail acharné me fait peur. Au départ, mes professeurs me pensaient destinée à faire une carrière littéraire, mais j'ai choisi l'histoire, une discipline qui dompte l'imagination ! ■

1 Dossier signé Ruth Grosrichard dans *TelQuel*, n° 348

2 *Zaynab, reine de Marrakech* ; Ed. L'aube, 2004
Les petits enfants de Zaynab ; Ed. L'aube, 2008

Israël, acteur et narrateur

Par Bichara KHADER
Université catholique de Louvain

A l'aune de la géographie, Gaza est un mouchoir de poche : 360 kilomètres carrés, 1,5 millions d'habitants. 80% de sa population sont en fait des réfugiés chassés de leurs terres lors de la création de l'Etat d'Israël en 1948 et aujourd'hui entassés dans un territoire surpeuplé. Et 78 % de cette population n'a connu que l'occupation israélienne. Certes les colonies israéliennes ont été démantelées depuis 2005, mais Gaza est demeurée, depuis lors, une prison à ciel ouvert.

En décembre 2008, Gaza est à feu et à sang, les territoires palestiniens sont en ébullition, les peuples arabes et musulmans en émoi. La colère gronde partout et la brèche entre les dirigeants arabes et leur population n'a jamais été aussi grande. En Europe et ailleurs, de plus en plus de gens sont révoltés par les images des corps déchiquetés par la pluie des bombes israéliennes. Il faut dire qu'Israël fait une démonstration cruelle de sa force de frappe : en dix jours, plus de 1300

L'agression israélienne sur Gaza illustre parfaitement le mode de violence verbale parallèle à l'action militaire, adopté par l'Etat hébreu. En analysant le dispositif narratif mis en œuvre par Israël pour justifier sa guerre et la scène quasi vide où il agit en protagoniste dominant, cet article met en lumière une grosse supercherie communicationnelle.

morts parmi la population de Gaza.

La Communauté internationale a été inapte à faire cesser le carnage. L'Amérique de Bush (en attendant celle d'Obama, advenue depuis) a donné son blanc-seing à l'offensive israélienne. L'Union européenne a fait une brillante démonstration de sa cacophonie, tandis que les Tchèques, qui assument depuis le 1er janvier la présidence du Conseil européen, se sont déjà disqualifiés par des déclarations intempestives et simplistes. Quant aux dirigeants arabes, ils ont étalé au grand jour leur faiblesse. Les Israéliens ont donc pu poursuivre leur sinistre besogne, à huis clos, car il était interdit aux journalistes de

se rendre à Gaza, sous le fallacieux prétexte qu'Israël se préoccupait de leur sécurité.

Un dispositif narratif en prélude à la guerre

Ainsi, dans cette guerre immonde, Israël a été non seulement acteur, il est aussi et surtout narrateur. Déjà, avant de lancer son offensive militaire, une cohorte de porte-parole aguerris a préparé les opinions : Israël ne peut tolérer les roquettes du Hamas, il est en état de légitime défense, ses frappes sont chirurgicales et ne visent pas les civils, mais les «terroristes fanatiques» du Hamas. Pour Israël, c'est une question de sécurité nationale, presque de survie. Et donc,

Israël n'a pas eu d'autre choix ; il était acculé à l'action ; il y allait de sa force de dissuasion dans la région. C'est ce discours qui a été martelé aux médias à longueur de journée, ce qui a conduit à présenter les bombardements non seulement comme quelque chose de «normal» et de «légitime», mais surtout de «moral».

Cette présentation des choses puise sa source dans un des mythes fondateurs de l'Etat d'Israël qui, depuis sa création, se présente comme un pays qui veut la paix, mais qui est entouré de fanatiques voués à sa destruction qu'il est forcé de contenir, de combattre ou de liquider. Il en arrive même à reprocher aux Palestiniens d'être les artisans de leur propre malheur.

Ce mythe perpétue en fait la notion de «l'éternelle victime» : son environnement est hostile, et, en plus, «antisémite» car il n'aime pas les juifs. Cette vision sacralise la notion de «légitime défense». Déjà avant la création de l'Etat d'Israël, le récit sioniste commençait toujours avec les «attaques» des hordes de «bandits arabes contre les colons juifs, hommes de labeur et de paix» (Berl Katznelson). Plus tard, à la veille de la guerre de 1967, Israël a inventé la fable du «petit David» confronté au «Goliath arabe», faisant croire qu'il était en danger d'extermination, au point, comme le fait remarquer l'historienne israélienne Edith Zertal (la Nation et la Mort, 2002), de verser «dans une hystérie collective et de dérive, inquiétante par rapport à la réalité».

La diabolisation de l'autre, un fonds de commerce israélien

Cette invocation-convocation des mythes de la «menace existentielle» et de la «légitime défense» a une fonction instrumentale évidente puisque, non seulement elle confère à Israël un

droit prioritaire à la compassion et à la compréhension, disqualifie la position de ses adversaires, délégitime leurs revendications, mais aussi, sacralise le combat israélien pour sa sécurité en fournissant des justifications à toutes ses pratiques. Ainsi, si Israël colonise les territoires palestiniens, c'est pour des «raisons de sécurité» s'il annexe Jérusalem, c'est pour restaurer les droits usurpés des juifs sur la Ville Sainte, s'il construit un Mur qui éventre la Palestine, s'il multiplie les «check-points» en Cisjordanie (au point d'étouffer la population), c'est pour empêcher les attentats et, s'il se

la puissance et se double même d'un discours narcissique : Ehud Barak parle d'Israël comme d'une «villa dans la jungle». C'est le même discours que tenait Théodore Herzl, fondateur du sionisme, qui écrivait : «Nous serons là-bas (en Palestine) un rempart de civilisation contre la barbarie». C'est la vieille rengaine coloniale de la «mission civilisatrice». Pour les Arabes, héritiers d'une grande civilisation, ce discours est arrogant, choquant et même avilissant, car il débouche sur une diabolisation qui transforme des menaces sécuritaires en «danger d'anéantissement» total

Israël en arrive même à reprocher aux Palestiniens d'être les artisans de leur propre malheur



refuse à la paix, c'est parce qu'il n'a pas de partenaire et qu'il ne se fie qu'à sa propre force et non aux garanties internationales.

Nourrie sans conteste par l'expérience traumatisante de l'Holocauste, cette «narrative israélienne» s'est transformée en un fonds de commerce. Aujourd'hui, elle conduit à une ivresse de la force, une apologie de

de l'Etat d'Israël. A cet égard, les vociférations du président iranien sur «la destruction d'Israël» sont pain bénit, car elles confortent le discours israélien. Cette diabolisation des Arabes dans le discours israélien va plus loin encore. Dans son livre, Une place parmi les nations, Benjamin Netanyahu établissait une analogie entre Arafat et Hitler, dépeignant de

la sorte un dirigeant palestinien, prix Nobel de la Paix, en une réincarnation des nazis. Cette nazification de l'ennemi n'est d'ailleurs pas propre à Israël. Jadis la France qualifiait Nasser de Hitler et, plus près de nous, Bush faisait la même comparaison entre Saddam Hussein et le dirigeant nazi.

Le Hamas, produit de paix avortées

Il faut avoir tous ces éléments à l'esprit à l'heure de décrypter, non seulement les événements tragiques de Gaza, mais les enchaînements d'épisodes qui ont conduit à la situation actuelle. Sans quoi, on reste prisonnier d'un discours dominant qui fait assumer les responsabilités au seul mouvement palestinien, le Hamas, accusé de déranger la quiétude des habitants d'Israël par une pluie de roquettes, sans se poser la question de savoir s'il est normal et moral qu'Israël occupe et colonise des territoires palestiniens et arabes depuis 42 ans, sans que cela trouble le sommeil de l'Occident et interpelle la Communauté internationale.

Le Hamas est le produit de cette occupation. Il est né dans la foulée de la première Intifada en 1987. Il s'est renforcé à la faveur des échecs répétés des processus de paix. Il s'est implanté grâce à une proximité avec les habitants, pendant que le Fatah se vautrait dans la corruption. C'est pour tout cela qu'il a gagné les élections législatives palestiniennes de 2006. Ostracisé par Israël, l'UE et l'Amérique, le Hamas a été privé de gouvernement. Il s'est donc replié sur Gaza, a évincé ses adversaires, pris les commandes de ce petit territoire, et s'est enfermé dans une idéologie de combat. Mais il demeure capable de pragmatisme et, de fait, il a accepté une trêve de six mois avec Israël : pas de roquettes et ouverture des portes de Gaza. Mais, dans un calcul cynique, les deux

parties ont mis à profit cette hudna (trêve) pour s'octroyer des avantages: le Hamas s'est armé en creusant des tunnels et Israël a cadenassé les entrées et sorties de Gaza pour rendre la vie de la population impossible, espérant de la sorte miner l'autorité du Hamas et pousser la population à s'en détourner. Et à dire vrai, les sondages de novembre 2008 donnaient l'avantage au Fatah : 40 % des sondés voteraient pour le Fatah séculier de Mahmoud Abbas, contre seulement 16% pour le Hamas d'Ismaïl Haniyé.



Théodore Herzl : «Nous serons là-bas (en Palestine) un rempart de civilisation contre la barbarie»

La non-reconduction de la trêve entre le Hamas et Israël doit être analysée à la lumière de ce qui précède : Israël était persuadé que le Hamas utilisait la trêve pour renforcer sa capacité de nuisance et le Hamas a eu le sentiment que la trêve a été en réalité utilisée pour saper son pouvoir. La reprise des tirs de roquettes apparaît dès lors comme un stratagème censé

lui permettre d'apparaître comme la seule force combattante en Palestine et le fer de lance de la résistance légitime... dans le but de regagner le terrain perdu et de rehausser son image.

L'erreur du Hamas et l'arrogance d'Israël

Si la résistance à l'occupation est légitime, toute méthode ne l'est pas nécessairement. C'est là que réside la faute grave du Hamas qui pense naïvement modifier l'équation stratégique avec quelques tirs de roquettes, alors qu'il a en face de lui une puissance suréquipée qui, elle, n'a pas besoin de creuser des tunnels dans le sable pour s'approvisionner en avions, tanks et missiles.

Ainsi le Hamas est tombé dans la souricière qui lui a été tendue. Va-t-il ressusciter grâce au martyr des habitants de Gaza ? Certains observateurs l'affirment, personnellement j'en doute. Mais si la tragédie de Gaza ne débouche pas rapidement sur une «solution durable et globale» pour la question palestinienne dans son ensemble, ce sont des groupes plus radicaux encore qui pourraient bien émerger, non seulement sur la scène palestinienne, mais aussi dans les pays environnants.

Quant à Israël, puissance occupante, il fait un étalage insensé de sa force, alors que la puissance sans sens corrompt la conscience. Il devrait donc méditer cette réflexion d'Unamuno : «Vous avez la force pour vaincre, mais il faut avoir la raison pour convaincre». Enfin, quand aujourd'hui Israël brandit 'la bannière de la victoire» sur les ruines de Gaza baignées par le sang de ses habitants, peut-il encore dire au monde qu'il est «l'éternelle victime»? ■

1 Professeur. Directeur du Centre d'études et de recherches sur le monde arabe contemporain. Université catholique de Louvain

lejournal

HEBDOMADAIRE

LE NEWS

DU MAROC



LIBRE ET INDÉPENDANT DEPUIS 10 ANS

Briseur de tabous et pionnier d'un journalisme d'investigation au ton nouveau au Maroc, « Le Journal » jette, chaque semaine, un regard neuf et sans concessions sur l'actualité du royaume et de la planète.



Pas d'ascenseur pour les nilingues¹

« **W**oula, Madame ! Nous, les Marocains, on est 'multilingues' ! » Etudiant dans une école privée d'ingénieur,

Faouzi est mortifié par ses notes catastrophiques en français et pense très sincèrement que c'est de la faute de son enseignante qui n'apprécie pas sa triglossie² à sa juste valeur. Comme beaucoup, Faouzi est né dans une famille qui, au quotidien, ne pratique que la darija. Sur les bancs de l'école, il a découvert une première langue étrangère, l'arabe, puis a dû subir un deuxième baptême linguistique avec le français et, quelques années plus tard, la cerise sur le gâteau, l'anglais. Rien de tout cela ne serait grave, bien au contraire, s'il avait reçu un enseignement de qualité. Il serait alors dans la même situation que les Maltais, ou les Luxembourgeois, qui vivent un multilinguisme abouti et créateur d'emploi.

Loin s'en faut ! Où en est donc Faouzi en cette presque fin de scolarité ? Il pense et s'exprime dans sa langue dite «de base»³, la darija, et quand le dialectal manque de mots ou de concepts, il se débrouille avec des emprunts au français et à l'arabe, suivant la situation de communication. C'est un choix par défaut, parfois une recherche expressive. Lorsqu'il veut draguer une fille, il le fait en français, ou du moins dans un sabir où une dose suffisante de français peut montrer à l'élue qu'il se veut bilingue et moderne. Il est un peu dans la situation de celui qui accroche la clé de son antivol de mobylette à un porte-clés BMW, histoire d'«avoir l'air,

Faouzi souffre de bilinguisme déséquilibré et mono-culturel. C'est grave car cela peut lui rendre difficile l'accès au monde du travail

et qui se trahit en enfourchant son 104 Peugeot : au Maroc, où le français -qu'on le veuille ou non- est la langue dite «de communication professionnelle formelle», Faouzi aura bien du mal à démontrer qu'il peut trouver sa place en entreprise.

De quoi souffre-t-il ? Comme la plupart de ses condisciples, «formés» - ce terme est-il adéquat ?- à l'école marocaine, Faouzi souffre de bilinguisme déséquilibré et mono-culturel. Est-ce grave docteur ? Suffisamment pour lui rendre difficile l'accès au monde du travail, du moins au niveau de ce que, techniquement et dans son affect, ses études peuvent lui laisser espérer. Faouzi souffre d'inconfort linguistique constant : dans toute opération professionnelle, cognitive et intellectuelle, sa langue de base ne lui suffit pas. Il doit la compléter par une langue dite «activée» (arabe ou français) qu'il ne maîtrise que très imparfaitement. C'est justement là où sa compétence linguistique lui est la plus indispensable et doit être la plus affûtée, qu'elle lui fait le plus défaut. Aborder une fille dans la rue demande un bagage limité⁴. Aborder des concepts abstraits, complexes et les formuler clairement réclame des aptitudes

autrement significatives. Si l'on ajoute à cela que Faouzi n'a jamais vécu de réelle imprégnation culturelle en français, il semble difficile qu'il progresse, quand on sait le lien de détermination mutuelle qui existe entre une langue et la culture qui va avec.

Bientôt, Faouzi et ses camarades seront sur le marché du travail. Ce sera l'aboutissement de sacrifices financiers familiaux importants. Ils vont arriver dans un contexte difficile où s'opèrera une sélection drastique des compétences. Comment peuvent-ils espérer une reconnaissance professionnelle à la hauteur de leur investissement et de leurs espérances ? L'ascenseur social risque d'être bien vide.

Dans l'étude sur les classes moyennes, Shana Cohen en fait le constat : «les aptitudes générales des Marocains à parler en français et dans d'autres langues étrangères s'amenuisent considérablement». Le problème est même bien plus grave : il semble difficile qu'un individu développe tout son potentiel intellectuel s'il ne maîtrise pas bien UNE langue -quelle qu'elle soit- qui lui permette de répondre de façon satisfaisante à toute situation de communication, si élaborée soit-elle. Tant que ce soubassement n'existe pas, peut-on véritablement espérer construire un multilinguisme digne de ce nom ? Alors multilingue Faouzi ? Chouiiiiiya! ■

1 Terme utilisé par les linguistes pour désigner des personnes parlant plusieurs langues sans en maîtriser aucune.

2 Darija - arabe- français.

3 La langue dite «de base» est celle qui contrôle le discours.

4 Un peu ce que Roman Jakobson appelle la fonction phatique du langage.

Graphic Design
Corporate Identity
Outdoor advertising
Posters
Brochures
Catalogues...

CreativeStudio

Design graphique • Mise en page • Charte graphique • Logos...

PhotoStudio

Photographie • Post Production photography • Matte painting • Retouches Photo...

Photography
Matte painting
CG Photography
Photo Retouching...



H y d r o g è n e

HYDROGENESTUDIO

info@hydrogene2.com • www.hydrogene2.com

Des idées inflammables qui vous consomment les neurones.